



FICHE DE SYNTHÈSE

Agriculture et croissance économique

Dans les pays agricoles d'Afrique sub-saharienne, l'agriculture est essentielle pour la croissance qui est elle-même nécessaire pour lutter contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. De nouveaux marchés ont profondément transformé le monde de l'agriculture au XXI^{ème} siècle et ont créé de nouvelles perspectives pour accélérer la croissance. Pour tirer pleinement parti de ces possibilités, il faut mettre en œuvre une approche politique globale qui favorise la croissance, notamment par une amélioration des incitations au producteur, une augmentation de l'investissement public et privé et le renforcement des institutions d'appui, et qui soit consolidée par la stabilité macroéconomique et politique.

L'agriculture peut être le secteur principal dans la croissance générale des pays agricoles.

La croissance agricole a prélué aux révolutions industrielles qu'a connues le monde tempéré, depuis l'Angleterre au milieu du XVIII^{ème} siècle jusqu'au Japon à la fin du XIX^{ème} siècle. Plus récemment, en Chine, en Inde et au Viêt Nam, une croissance agricole rapide a précédé le développement de l'industrie. L'accroissement de la productivité agricole qui a entraîné un surplus agricole (en partie taxé pour financer le développement industriel) et permis une baisse des prix de l'alimentation a été à la base des succès de la transformation structurelle. Le paradoxe dans cette transformation est qu'une croissance agricole plus forte était nécessaire pour stimuler la croissance économique en général, ce qui a ensuite causé le déclin de la part du secteur agricole dans le produit intérieur brut (PIB).

Dans le monde globalisé d'aujourd'hui, la croissance agricole peut-elle toujours déclencher une croissance globale ? Quelles sont les mesures essentielles pour accélérer la croissance agricole et lui permettre de remplir son rôle historique ? Telles sont les questions que traite la présente fiche qui s'intéresse essentiellement à l'Afrique subsaharienne où le taux de croissance du PNB agricole par habitant était quasiment nul au début des années 70, puis négatif dans les années 80 et au début des années 90. Cependant, les taux de croissance positifs des dix dernières années laissent à penser que la stagnation de l'agriculture en Afrique subsaharienne est terminée et que l'agriculture pourrait être le moteur d'une croissance plus rapide et de la réduction de la pauvreté dans la région.

Les quatre raisons pour lesquelles l'agriculture peut déclencher une croissance globale dans les premières étapes du développement.

1. *Un vaste secteur.* Dans les pays à faible revenu au début de leur transformation, la part importante de l'agriculture dans le PNB laisse à penser qu'une forte croissance de l'agriculture est nécessaire à une croissance économique globale. De fait, l'agriculture a été à l'origine d'environ un tiers de la croissance en Afrique subsaharienne ces 15 dernières années. Avec l'augmentation du PNB par habitant, la part de l'agriculture dans le PNB régresse, de même que sa contribution à la croissance, même si ce secteur peut rester important dans certaines régions de pays plus développés, comme dans l'État du Bihar en Inde ou dans plusieurs États du Brésil.
2. *Réduction des prix alimentaires.* Dans nombre de pays d'Afrique subsaharienne, la commercialisation des produits alimentaires est imparfaite à cause de la prévalence des denrées alimentaires de première nécessité qui sont peu commercialisées au niveau international, c'est le cas notamment des racines, des tubercules et des céréales locales. Même

pour les aliments qui sont largement commercialisés au niveau mondial, une grande partie de l'économie alimentaire nationale demeure isolée des marchés internationaux en raison du coût élevé du transport et de la commercialisation, en particulier dans les arrière-pays ruraux et les pays enclavés. Dans ces pays, la productivité agricole détermine le prix des aliments, qui détermine à son tour le niveau des salaires et la capacité concurrentielle générale. La productivité concernant les denrées alimentaires de première nécessité est donc la clé de la croissance.

3. *Avantage comparatif.* La plupart des pays d'Afrique subsaharienne dépendent d'un portefeuille différent de produits primaires exportés bruts ou transformés (y compris dans le secteur minier et le tourisme). Pendant de nombreuses années, l'Afrique subsaharienne gardera un avantage comparatif pour les activités primaires et la transformation des produits agricoles du fait de ses richesses naturelles favorables à l'agriculture, de l'absence de main-d'œuvre qualifiée et d'un climat d'investissement difficile qui limite la compétitivité des biens manufacturés.
4. *Relations entre différentes formes de croissance.* La croissance agricole est très fortement liée à d'autres secteurs économiques. Lorsque les revenus agricoles sont dépensés pour acheter des biens et des services non commercialisables produits au niveau local, cela stimule la demande en produits industriels et en services au niveau local. Cela favorise ainsi la croissance de la production agricole et de la commercialisation des denrées alimentaires, ainsi que la hausse de la demande en produits et en services intermédiaires.

Il existe de nouveaux marchés offrant des possibilités pour accélérer la croissance.

La croissance doit être répartie entre les denrées alimentaires de première nécessité, les exportations traditionnelles en vrac et des produits à plus forte valeur ajoutée, notamment le bétail. Les denrées alimentaires de première nécessité dominent la production actuelle et il continuera d'en être ainsi dans l'avenir immédiat. En Afrique, la demande en denrées alimentaires devrait atteindre 100 milliards de dollars U.S. d'ici 2015, soit deux fois plus qu'en 2000. Tout l'enjeu est d'améliorer la productivité de la production des denrées alimentaires de première nécessité afin d'empêcher une hausse des prix alimentaires et de préserver la compétitivité des secteurs commercialisables. En outre, avec l'urbanisation et la croissance économique, le bétail et l'horticulture ouvrent de nouveaux marchés aux producteurs d'aliments. Les exportations de produits non traditionnels ou traditionnels sont importantes, de même que les marchés régionaux d'exportation pour les denrées alimentaires de première nécessité et le bétail. Les marchés pour les exportations non traditionnelles telles que l'horticulture se développent rapidement même si, dans la plupart des



pays, ce secteur reste trop limité pour affecter de manière substantielle la croissance cumulée. Il y a toutefois des cas de réussites ponctuelles d'émergence de nouveaux marchés (manioc au Ghana, café organique en Tanzanie, aquaculture au Malawi) ou de développement de marchés comme celui de la production de produits laitiers en Afrique orientale, qui sont en train de transformer les moyens d'existence et pourraient être développés afin d'accélérer la croissance.

Des mesures qui favorisent la croissance agricole dans le nouveau contexte mondialisé.

Une approche globale destinée à stimuler la croissance agricole comprend quatre éléments-clés : l'amélioration des incitations aux producteurs, la fourniture des biens publics essentiels et l'amélioration du climat d'investissement privé, la mise en place d'institutions efficaces et l'utilisation durable des ressources naturelles.

Trouver le bon équilibre entre taxation et incitations dans le domaine de l'agriculture

L'agriculture étant le secteur le plus grand, elle joue un rôle important dans la fourniture de ressources pour le développement de l'économie dans son ensemble. Les pays qui ont réussi ont investi dans l'agriculture pour stimuler la croissance tout en taxant une partie des surplus générés afin de financer le développement industriel. Cependant, la sur-exploitation de l'agriculture avant que des investissements significatifs aient été réalisés dans ce domaine peut être fatale, comme cela a souvent été le cas en Afrique.

Dans les années 80, les pays en développement taxaient l'agriculture plus que d'autres secteurs, en moyenne à 30 pour cent contre 45 pour cent en Afrique subsaharienne, avec des taux de change surévalués, des barrières tarifaires très élevées dans l'industrie et des taxes sur les exportations agricoles. Il a été estimé qu'une réduction de 10 points dans la taxation totale du secteur entraînerait un supplément de croissance annuelle générale de 0,4 point.

Au cours des vingt dernières années, la plupart des pays en développement ont amélioré leurs politiques macroéconomiques et ont réduit les biais politiques contre l'agriculture. Ces améliorations ont eu des effets positifs sur la croissance de l'agriculture en Afrique subsaharienne. Des périodes de croissance rapide ont également fait suite à des réformes dans certains sous-secteurs, comme pour le café en Ouganda ou le coton en Zambie.

Cependant, les politiques commerciales internationales, en particulier le protectionnisme et les subventions accordées par les pays riches, continuent d'imposer des coûts substantiels sur l'agriculture des pays en développement. Les politiques commerciales dans leur ensemble diminuent les prix des produits agricoles sur les marchés internationaux de 5 pour cent en moyenne et imposent un coût de 0,3 pour cent de la croissance annuelle de la production agricole (cf. Fiche sur le commerce des produits agricoles).

Des investissements accrus et de meilleure qualité dans l'agriculture

Les investissements dans les biens publics essentiels (sciences, infrastructures et capital humain) conjugués à des politiques et des institutions améliorées

sont essentiels pour renforcer la croissance de la productivité agricole. Malgré de forts retours sur investissements, les pays d'Afrique subsaharienne sous-investissent dans ces biens publics; ils doivent de toute urgence accroître de façon significative leurs dépenses dans les biens publics essentiels pour l'agriculture (cf. Fiche sur l'accroissement des investissements en Afrique en quantité et en qualité).

Par ailleurs, les investissements nécessaires proviennent en grande partie de l'épargne rurale et du secteur privé, le climat d'investissement rural étant un facteur déterminant. L'investissement dans les biens publics tels que les infrastructures est essentiel à un bon climat d'investissement pour le secteur privé, tout comme des institutions qui fonctionnent bien et une réglementation adaptée.

Renforcement des institutions

Les innovations institutionnelles peuvent être une source importante de croissance de la productivité, même si peu d'études en ont explicitement quantifié leurs effets. En Chine, 60 pour cent de l'augmentation extraordinaire de la production agricole entre 1978 et 1984 ont été attribués aux réformes institutionnelles, notamment au système de responsabilisation des ménages à l'égard de la production, et à la réforme des prix.

Trois grandes catégories d'institutions sont importantes pour l'agriculture :

- les institutions qui améliorent le fonctionnement du marché, notamment les systèmes de régulation des marchés et d'information, les instruments de gestion des risques et les institutions financières
- la sécurisation des droits de propriété de la terre et de l'eau afin d'encourager l'investissement privé dans l'agriculture, notamment pour les investissements à long terme
- l'action collective des agriculteurs par l'intermédiaire d'organisations d'agriculteurs performantes pour réduire le coût des transactions, améliorer l'accès des agriculteurs aux marchés et leur position de négociation sur ces marchés.

Réduction des nuisances pour l'environnement

La croissance durable de la productivité aurait bien souvent pu être plus forte si le coût de la dégradation des ressources naturelles avait été moindre. Une grande partie des gains de productivité résultant des progrès technologiques ont été réduits à néant par la dégradation des sols et de la qualité de l'eau (cf. Fiche sur l'agriculture et l'environnement).

Une reconnaissance accrue du rôle essentiel de l'agriculture comme moteur de la croissance aux premières étapes du développement, conjuguée à de meilleures politiques, aux nouvelles possibilités offertes par les marchés et à la volonté d'accroître l'investissement peuvent accélérer la croissance agricole et la croissance économique globale en Afrique subsaharienne. Une croissance rapide est également essentielle pour lutter contre la pauvreté, mais la croissance ne suffira pas à garantir une réduction de la pauvreté si des politiques ne sont pas conçues pour assurer la participation des pauvres au processus de croissance (cf. Fiche sur l'agriculture et la pauvreté).

La présente fiche est extraite du Rapport sur le développement dans le Monde (2008), *L'Agriculture au service du développement*. D'autres informations et des sources détaillées figurent dans ce rapport. Ce rapport utilise une typologie simple des pays en fonction de la contribution de l'agriculture à la croissance générale, de 1990 à 2005, et du pourcentage des ruraux pauvres dans le nombre total des pauvres (2 dollars par jour en 2002). Dans les pays agricoles (essentiellement en Afrique), l'agriculture contribue de manière significative (>20%) à la croissance globale. Dans les pays en transformation (essentiellement en Asie), le secteur non agricole est dominant, mais la grande majorité des pauvres vivent en zone rurale. Dans les pays urbanisés (essentiellement en Amérique latine, en Europe et en Asie centrale), les pauvres sont plus nombreux en zone urbaine, mais la pauvreté est souvent plus grande dans les zones rurales.